

Interview avec Raliou Hamed-Assaleh, Journaliste RFI, habitant à Agadez, Niger

- ***Quelle est la situation actuelle concernant la liberté d'expression au Niger ? Peut-on dire et écrire librement ce qu'on pense ?***

La situation de la liberté de la presse est de plus en plus inquiétante dans ce pays.

Les conditions de travail sont très bonnes avec les pouvoirs publics tant que nous n'abordons pas les sujets qui fâchent c'est à dire tout ce qui touche à la gestion des affaires publiques. Nous avons été interpellés le mois dernier par le gouverneur d'Agadez pour avoir effectué un reportage donnant la parole à des éleveurs qui disent avoir été victimes de discrimination lors de la distribution des aides suite aux inondations survenues dans la région consécutivement aux pluies diluviennes. Quelques mois avant cela, le même gouverneur a profité d'une réunion convoqué par les autorités régionales pour amener les organisations de la société civiles à renoncer à la grève sous forme de ville morte qu'elles organisent pour protester contre la vie chère dans le pays ; il a profité de cette réunion pour stigmatiser notre radio pour avoir donné la parole aux organisations de la société civile. Nous sommes également confrontés à la rétention de l'information de la part des pouvoirs publics. Souvent pour des événements touchant notamment à l'insécurité les autorités régionales nous renvoient à la capitale Niamey située à plus de 1000 km pour confirmer telle ou telle information. Autre forme de rétention de l'information que nous rencontrons couramment c'est une réponse dans le genre : « le chef n'est pas là ». Un jour sur le sujet de la grippe aviaire nos reporters ont été renvoyés avec cette phrase : « j'ai toute l'information dont vous avez besoin mais je ne peux pas vous la donner parce que mon chef n'est pas là ». Cela sera certainement encouragé par une toute récente note administrative du premier ministre qui interdit aux fonctionnaires de mettre à la disposition des journalistes des documents administratifs. Sans oublier qu'en 2004 nous avons eu un démêlé judiciaire avec le gouverneur sortant d'Agadez qui a porté plainte contre nous pour diffamation au sujet d'un reportage qui rapporte des témoignages sur les détournements des vivres destinés aux populations nécessiteuses suite à la famine. La liste n'est pas exhaustive. Vous imaginez que dans ces conditions on ne peut pas dire ou écrire ce qu'on pense. Mais nous ne baissons pas les bras pour autant. Nous n'entendons pas céder aux intimidations.

- ***Pourquoi vos confrères Maman Abou et Leilo Keita sont-ils actuellement en prison ?***

Vous savez Maman Abou avec son journal *Le républicain* a toujours été la bête noire de nos gouvernants. C'est le genre de journaliste fouineur, qui met son nez partout et quand ça sent mauvais chez nos dirigeants il n'hésite pas à le dire. En plus c'est un professionnel Maman Abou il a toujours les preuves de ce qu'il écrit. C'est pourquoi les autorités cherchent toujours un prétexte pour l'arrêter. Il a fait la prison plusieurs fois pour dans la cadre de son métier. Si Maman Abou est arrêté c'est comme toujours, c'est parce qu'il dénonce les voleurs du trésor national qui détiennent le pouvoir. Alors on veut le faire taire. Et Omarou Lalo Keita lui on peut dire qu'il est en train de payer son choix de travailler avec Maman Abou. Il s'agit de lui faire regretter ce choix. Je considère que c'est journalistes sont des otages personnels des autorités actuelles. Leur emprisonnement vise aussi à intimider tous les autres journalistes.

- ***Pourriez-vous nous décrire comment se passe-t-il la vie dans une prison/centre de détention au Niger (à Tera ou Filingué) ? Y-a-t-il des visites ? Un médecin ? La nourriture ? Des conditions sanitaires ?***

Je revenais justement de Tera et Filingué où sont détenus nos deux confrères. Je leur ai rendu visite. On a longuement causé. Leurs conditions de détention sont évidemment différentes de celles des autres prisonniers. On ne peut pas leur faire faire ce qu'on fait faire aux autres prisonniers. J'ai vu à Filingué par exemple des prisonniers qui travaillent pour les gardiens de la prison et leurs familles. Ils pilent le mil, ils cherchent du bois et ils font la lessive pour ces gardiens qui sont des agents de sécurité affectés en poste à la prison. Certains de ces prisonniers travaillent pour eux toute sorte de travail domestique. Il arrive même que des prisonniers s'échappent lors de ce genre de corvée. Et dans ces prisons du Niger on trouve souvent des prisonniers qui ne sont pas jugés et qui restent là pendant des années attendant leur jugement. Ils sont pratiquement oubliés au fond de ces prisons. Il n'y a pas assez de magistrats dans ce pays nous dit-on pour traiter les dossiers qui attendent en justice. La nourriture de ces prisons est préparée par les prisonniers eux même. Manger cette nourriture c'est déjà une punition des plus pires. Heureusement que quand on a une famille à côté elle peut vous apporter à manger. Cela reste un privilège. Pour les visites il faut avoir une autorisation du procureur pour communiquer avec un prisonnier. Par exemple pour nos confrères si vous êtes résident de Tera ou Filingué il vous faut aller à Niamey pour obtenir le permis de communiquer avec eux ce qui fait une distance de 180 km aller simple. Les conditions sanitaires des prisonniers ne sont pas des meilleurs. Il n'y a pas forcément de médecine à côté qui peut intervenir à tout moment.

- ***Y'a-t-il une justice indépendante qui s'applique au tribunal au Niger ?***

L'indépendance de la justice c'est cela le problème. Même si les autorités politiques ont intérêt à faire taire les journalistes, cela ne peut se réaliser si la justice reste indépendante. Ce qui n'est vraisemblablement pas le cas parce que la justice aux ordres est dénoncée par les magistrats eux même qui sont souvent soumis à des pressions politiques. Un syndicat des magistrats a même écrit récemment une lettre ouverte au président de la république pour l'appeler au secours d'une justice présentée comme très malade.

- ***Quels sont vos observations après la grande famine qui a bouleversée le Niger l'année dernière ce qui a été très médiatisée en Europe ? Comment est-elle la situation alimentaire en 2006 ? Quels sont les régions les plus vulnérables ?***

La première observation que je peux faire c'est d'abord que les nigériens sont scandalisés par l'attitude de leurs autorités qui tentaient lamentablement on ne sait pour quel orgueil, de nier l'existence de la famine. Il était interdit aux journalistes d'utiliser le terme famine. Le président de la République est intervenu personnellement sur les ondes pour dire qu'il ne s'agissait pas de famine mais de crise alimentaire. Je retiendrais également qu'au cours de cette famine les aides d'urgence étaient concentrés sur la bande sud du pays ce qui est tout à fait normal parce que c'est là qu'il y a une concentration plus importante des populations et c'est le grenier du pays. Mais je pense que le cri d'alarme des nomades qui ont perdu souvent tout ce qu'ils avaient comme animaux suite à la sécheresse n'a pas eu l'écho qu'il méritait. Je pense que cela s'explique par le fait que les donateurs n'ont pas bien compris cet aspect de chose.

Pour 2006 la situation était très inquiétante à cause des pluies qui tardé à tomber mais tout s'est arrangé car les pluies ont fini par arroser le pays en abondance vers la fin de la saison. Pour le moment le pâturage est abondant et les récoltes sont prometteuses mais c'est des situations qui sont précaires comme d'habitude. Les fruits de la saison pluvieuse

sont vite consommés et c'est toujours difficile de joindre les deux bouts en attendant la prochaine saison des pluies. Et pratiquement tous le pays est vulnérable.

- ***Quels sont les défis et les difficultés (au niveau politique, social, économique...) à résoudre actuellement au Niger ?***

C'est difficile de répondre à cette question mais je peux dire qu'au niveau politique la difficulté c'est notre classe politique elle même qui ne se renouvelle pas. Ce sont les même qui dirigent ce pays depuis les indépendances. C'est tous des vieux loups. Que ce soit ceux qui sont au pouvoir ou à l'opposition ils sont tous en panne de programme politique digne de ce nom. Généralement ces politiciens ne pensent qu'à leurs intérêts personnels. Je pense que c'est le mal profond de ce pays.

La société civile elle, elle prend de plus en plus conscience mais elle est confrontée à une politique de nos dirigeants qui consiste à diviser pour mieux régner. A cela s'ajoute la mentalité fataliste des nigériens qui sont difficiles à mobiliser pour une manifestation de protestation quelconque. La peur de l'autorité fait que chacun préfère plutôt observer qu'être acteur des protestations.

Du point de vue économique je trouve qu'il y a beaucoup d'opportunité à saisir dans ce pays pour les investisseurs privés et nationaux d'abord tous ces commerçants qui ont beaucoup d'argent mais qui ont peur d'investir et qui ne cherchent donc pas des bonnes idées. Il y a beaucoup à faire dans le domaine agricole, des terres qui n'attendent qu'à être mises en valeur de façon moderne. C'est le plus gros défi à relever à mon avis.

- ***Comment décrivez vous votre mission / vocation en tant que journaliste au Niger ? Quels sont les enjeux et les difficultés que vous rencontrez ?***

Je pense que la mission d'un journaliste au Niger c'est comme ailleurs d'informer tout simplement. Ce n'est évidemment pas si simple que cela. Nous avons aussi à travers l'information un rôle de sensibilisation et d'explication. Nous sommes dans un pays où le niveau d'instruction est très bas donc le journaliste à un travail d'explication, notamment, des mécanismes et du fonctionnement des affaires publiques avant même d'informer. Notre rôle j' ai remarqué que c'est aussi d'attirer l'attention des autorités sur certains problèmes souvent laissés par négligence. Cela permet souvent de trouver des solutions. Les difficultés ici c'est que nous faisons face à la rétention de l'information ou à la lourdeur administrative. Et la population elle même a peur souvent de s'exprimer sur certains sujets sensibles, de crainte des représailles des pouvoirs publics ce qui ne facilite pas certains reportages. Actuellement l'épine dorsale dans l'exercice de ce métier c'est loi sur la diffamation. Loi introduite par le régime militaire en 1999 et qui est toujours maintenue comme une sorte d'épée de Damoclès. Heureusement que les journalistes ne se laissent pas intimider. Notre corporation souffre aussi de problème de corruption. Les hommes politiques surtout utilise de l'argent pour se payer souvent les services de certaines brebis galeuses. Et pour terminer je dirais que la plus grande réforme c'est au niveau des médias d'Etat qu'il faut l'apporter. Ils font l'éloge du moindre mouvement de ceux qui nous gouvernent en taisant toute critique.